

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 12/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIBERT-CLAREY ROTATIVES

51 rue Charles Coulomb
37170 CHAMBRAY LES TOURS

Références : 2023/68 - FI
Code AIOT : 0010000726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement GIBERT-CLAREY ROTATIVES implanté 51, rue Charles Coulomb 37170 CHAMBRAY LES TOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société GIBERT-CLAREY ROTATIVES étant radiée du registre du commerce et des sociétés, la visite a été réalisée en présence des représentants de la société GIBERT-CLAREY IMPRIMEURS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIBERT-CLAREY ROTATIVES
- 51, rue Charles Coulomb 37170 CHAMBRAY LES TOURS
- Code AIOT : 0010000726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral d'autorisation n° 17562 du 17 novembre 2004 la société GIBERT-CLAREY ROTATIVES a été autorisée à exploiter un atelier d'impression sur rotatives offset sur la commune de Chambray-les-Tours.

Historique :

18/05/2011: Par jugement du tribunal de commerce de Tours, Maître VILLA a été désigné comme

liquidateur judiciaire de la société GIBERT CLAREY ROTATIVES, à la suite de quoi il en a informé, par courrier du 13 décembre 2011, l'inspection des installations classées.

22/12/2011 : Notification par Maître VILLA de la cessation définitive d'activité à compter du 01/07/2011

22/09/2015 : Transmission par Maître VILLA du diagnostic de l'état des sols

24/08/2016 : Transmission par Maître VILLA du diagnostic complémentaire de l'état des sols

21/12/2021 : Établissement radié du registre du commerce et des sociétés

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Péremption arrêté préfectoral d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 2.10	/	Sans objet
2	D1 VI du 03/12/2014 - Cessation d'activité	Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-1-II	/	Sans objet
3	D2 VI du 03/12/2014 - Usage futur	Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-2-II	/	Sans objet
4	Remise en état	Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-1-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Péremption arrêté préfectoral d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 2.10
Thème(s) : Situation administrative, Arrêt d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.
Constats : L'arrêté préfectoral du 17/11/2004 est rendu caduque. Pas d'écart constaté.
Observations : La cessation définitive d'activité a été notifiée par courrier du 22/12/2011 : arrêt à compter du 01/07/2011. L'ensemble des bordereaux, justifiant la prise en charge et l'élimination des déchets dangereux encore présents sur le site, a été transmis par courriers du 7 juin et du 10 août 2012. Suite à la visite d'inspection réalisée le 03/12/2014 il a été notamment constaté que : <ul style="list-style-type: none">• tous les produits stockés sur le site concourant au fonctionnement de l'installation ont effectivement été évacués (solvants, encres, solides souillés, huiles, piles, etc) ;• tout le mobilier et le matériel concourant au fonctionnement de l'installation et des chaînes de production ont été évacués. La société GIBERT CLAREY ROTATIVES a été radiée du registre du commerce et des sociétés le 21/12/2021. Constats au 26/04/2022 : Les activités réalisées sur le site sont celles réalisées par la société GIBERT-CLAREY IMPRIMEURS (n° AIOT 0100002978) qui a également fait l'objet d'une visite de l'inspection le 26/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-1-II
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Demande 1 VI du 03/12/2014 : [...] le diagnostic environnemental prévu à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement ne nous a pas été adressé. Il convient notamment que ce diagnostic identifie clairement l'état des sols (des sondages judicieusement répartis sur le site pourront s'avérer nécessaires).</p> <p>Par conséquent, il vous est demandé de faire réaliser ce diagnostic et de nous en adresser une copie au plus tard dans un délai de trois mois.</p> <p>Constats au 26/04/2022 :</p> <p>Pour mémoire, le respect des points 1°, 2° et 3° a été acté suite à la visite réalisée le 03/12/2014.</p> <p>La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, point 4°, a été réalisée au travers de deux campagnes d'analyses dans les sols :</p> <p>Les rapports en lien avec cette surveillance ont été transmis à l'administration par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • courrier du 22/09/2015 : rapport « Sites et sols potentiellement pollués – Diagnostic simplifié » ; référence D13KB/15/229 édité le 20/08/2015 par SOCOTEC ; • courrier du 24/08/2016 : rapport « Sites et sols potentiellement pollués – Diagnostic complémentaire » ; référence D13KB/16/313 édité le 17/08/2016 par SOCOTEC. <p>Les conclusions du rapport D13KB/16/313 précité font apparaître, notamment au regard de l'évaluation des risques sanitaires, que les contaminations présentes dans les sols restent compatibles avec un usage industriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-2-II
Thème(s) : Autre, Usage futur
Prescription contrôlée : Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Demande 2 VI du 03/12/2014 : Il convient également que vous nous communiquiez l'avis du maire de la commune et du propriétaire des terrains sur la vocation ultérieure du site. Constats au 26/04/2022 : Par courrier du 18/03/2015 le mandataire liquidateur a transmis à l'administration le courrier du 27/02/2015 de la mairie de Chambray les Tours précisant la vocation ultérieure du site : Zone d'activités diversifiées. Par courrier du 31/03/2015 le mandataire liquidateur a transmis à l'administration le courrier du 23/03/2015 du propriétaire des terrains, SOCIETE NORMANDE DE PARTICIPATION, précisant que la vocation du site est d'y exercer une activité d'imprimerie non classée. L'usage futur qui a été retenu est un usage de type industriel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2022, article R512-39-1-III
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les conclusions du rapport « Sites et sols potentiellement pollués – Diagnostic complémentaire » (référence D13KB/16/313 édité le 17/08/2016 par SOCOTEC) font apparaître, notamment au regard de l'évaluation des risques sanitaires, que les contaminations présentes dans les sols restent compatibles avec un usage industriel. L'inspection considère que l'état du site de l'installation est compatible avec l'usage futur de type industriel. Au vu des conclusions du rapport précité, la mise en place d'un SIS lorsque la cessation d'activité sera actée permettra de garder la mémoire de l'état du sol en cas de changement d'usage. Compte-tenu de la radiation du registre du commerce et des sociétés, le 21/12/2021, de la société GIBERT CLAREY ROTATIVES, il n'existe plus d'exploitant pour cet établissement. Le dossier de cessation d'activité est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet